



TCL

Lundi 18 mars 2024

Salariés du public et du privé :

Mêmes attaques, même combat !

L'inflation repart à la hausse en ce mois de février, à 3 % sur un an, 3,6 % pour l'alimentaire. C'est la hausse de l'électricité à la suite du rétablissement des taxes sur l'énergie qui tire le reste des prix vers le haut. La presse salue quand même un ralentissement global par rapport à il y a un an. Mais le ralentissement d'une hausse, ça reste une hausse ! Le 19 mars la fonction publique est appelée à se mettre en grève pour revendiquer des hausses de salaire, car c'est bien lorsque ces grèves existent, et elles sont toujours nombreuses notamment dans le privé, que les salaires parviennent à suivre le rythme de l'inflation.

Les salaires, mais pas seulement

Pour les salariés de la fonction publique qui n'ont eu que 25 euros brut d'augmentation en janvier 2024, la question des salaires est prégnante comme pour toutes les travailleuses et tous les travailleurs. À cette journée pourrait aussi s'inviter la question de la dégradation de leurs conditions de travail en raison des baisses continues des budgets depuis quelques années. L'annonce par Bruno Le Maire, le 22 février dernier, de 10 milliards d'économies, essentiellement sur les services essentiels aux besoins de la population comme les transports, la santé ou l'éducation, en est l'exemple le plus récent.

Dans le 93 ailleurs, le personnel de l'Éducation et les parents donnent le ton

En Seine-Saint-Denis, comme dans bien des quartiers populaires, il n'a pas fallu attendre les économies annoncées par Bruno Le Maire pour subir le délabrement dans les transports, l'éducation, la santé... Ni pour riposter.

Les profs et le personnel gréviste se rencontrent et organisent des réunions d'information auprès des parents d'élèves, qui les rejoignent dans la bataille en n'envoyant pas leurs enfants à l'école lors de journées « école morte ».

Choc de la lutte contre le « choc des savoirs »

C'est l'annonce de la réforme dite du « choc des savoirs » qui a mis le feu aux poudres, notamment auprès du personnel des collèges – premier concerné par sa mise en œuvre – et auprès des parents.

À travers cette réforme, le gouvernement accentue la politique de

tri social à l'école. Cela ne lui suffisait pas d'interdire l'accès aux études supérieures à une partie des enfants des travailleurs avec la mise en place de Parcoursup, aujourd'hui il limite leur accès au lycée. L'obtention du brevet sera rendue obligatoire pour y entrer – en lycée général comme en lycée professionnel – et Gabriel Attal a prévenu : « Le taux de réussite cette année va baisser de manière importante. » La mise en place de fait de « groupes de niveau » au collège, soi-disant prévus pour répondre aux besoins particuliers de chacun, aura pour conséquence d'ostraciser des élèves en difficulté, majoritairement issus des milieux populaires, qui seront prédéterminés à ne pas aller au lycée.

Avec moins d'élèves en lycée, le budget de l'Éducation nationale pourra continuer à être raboté. Les élèves recalés, quant à eux, n'auront d'autres choix que d'aller en apprentissage ou d'attendre, pour rejoindre ensuite les rangs des futurs travailleurs peu qualifiés, les plus mal payés.

Cette grève a déjà commencé à essaimer dans d'autres départements et même hors de l'Île-de-France, comme dans le Rhône. Elle pourrait entraîner celles et ceux qui refusent que leurs enfants voient leur avenir encore plus obstrué. Mais pour cela, il faudra que parents, enseignants et personnel construisent une mobilisation de l'ensemble du secteur, capable de donner un coup de pied dans la fourmière et de stopper la saignée malgré l'absence de la part des directions syndicales nationales d'une telle perspective.

La réussite de la journée de grève du 19 mars pourrait être un point de départ et donner confiance à bien d'autres salariés, du public comme du privé, pour suivre le chemin de la lutte.

RETROUVE NOUS SUR TIKTOK !



@npalyon69

et notre site internet



nouveaupartianticapitaliste.fr

N(a)Os salaires

Les négociations annuelles ont débuté. Si nous savons quelles revendications ont été portées par les syndicats, nous ne connaissons pas encore les propositions de la direction qui devrait les faire connaître à la deuxième réunion la semaine prochaine.

Mais sans pression de notre part, il est certain que nous serons toujours en dessous de l'inflation, encore très forte depuis les dernières augmentations.

Alors les salariés qui se préparent à en découdre sans attendre la dernière minute ont bien raison, si nous ne voulons pas céder une fois de plus au chantage à la signature en gardant l'arme au pied !

Coup global

Ce sera donc Keolis au bus et RATP Dev pour le mode lourd, Bruno Bernard l'a personnellement annoncé.

En évoquant un coût global de contrat déterminant en ce qui concerne le mode lourd, BB fait peut-être déjà craindre aux collègues concernés les conséquences sociales de cette mise en concurrence. Mais si nous faisons en sorte de ne pas nous laisser diviser, et que nous relevons tous ensemble la tête pour nos intérêts, alors nous pourrions faire payer à ces gros groupes l'amélioration de nos salaires et conditions de travail quel qu'en soit le coût global.

Les NAO en cours sont une occasion idéale pour le montrer !

Monopoly édition Monde

Le règlement de comptes à Ok Sytral n'est que le dernier épisode de la guerre de tranchées que se livrent les géants français du transport. La RATP a piqué le mode lourd à Keolis qui, de son côté, a récupéré, de nombreux lots en terres parisiennes (interurbain, tram-trains, nouvelles lignes de métro) et compte sur les appels d'offres des bus de la petite couronne.

Cette guerre dépasse les frontières. À Londres, Keolis tente de tirer profit des difficultés de la RATP tandis qu'en Australie, c'est l'inverse.

L'enjeu de ces affrontements, c'est de capter le plus de profits en exploitant les réseaux ainsi que les hommes et les femmes qui les font fonctionner. Alors voyons grand nous aussi et regroupons nous par-delà les filiales pour unir nos forces dans la défense de nos intérêts !



Intérim : Keolis Self-Service

Les difficultés de recrutement dans le transport n'ont pas amélioré la situation des intérimaires, bien au contraire. Le vieux système du planning donné la veille pour le lendemain les empêche de chercher du travail ailleurs sans leur garantir du travail ici. Ils se retrouvent hameçonnés à Keolis qui leur fait ainsi payer ses propres responsabilités dans la pénurie de personnel. Il faut que cela cesse et que nos collègues intérimaires aient le même contrat que nous !

Être malade, ce ne sont pas des vacances

Il aura fallu plusieurs décennies pour qu'une disposition européenne donnant des congés payés aux travailleurs en arrêt maladie passe dans le droit français. Les patrons peuvent être soulagés car quatre semaines de congés sur cinq seulement sont garanties. Ils vont donc continuer à sauver des milliards d'euros sur le dos des salariés malades, avec la complicité de l'État.

Et ils n'auront même pas à rembourser tout ce qu'ils ont gratté jusque-là, car seuls les congés volés dans les trois dernières années (ou dans les trois années qui précèdent la fin d'un contrat de travail) feront l'objet d'une restitution. De très nombreux travailleurs ayant traîné des pathologies lourdes ne pourront donc pas en bénéficier.

Le droit est à l'image de cette société : dur avec les travailleurs et doux avec les patrons.

Fête du NPA !

Nous organisons le samedi 23 mars une fête politique. Au programme : des ateliers, des débats, un meeting pour le lancement de notre campagne aux élections européennes, un repas et un concert ! Pour participer, adresse-toi à nos diffuseurs ou écris-nous par mail (npalyonrhone@gmail.com).

Prix de la place : 10€ ou 15€ en prix de soutien.

A poster for the NPA event. At the top, it says '23 SAMEDI MARS' in large, bold letters. To the right is the NPA logo: 'NPA NOUVEAU PARTI ANTICAPITALISTE' with a hammer and sickle symbol. Below this, it says 'Ateliers politiques, scientifiques et culturels, meeting, débats, repas et concert !'. A large flag with the text 'FÊTE DU NPA!' is the central graphic. At the bottom, it says 'de 14h à 23h30 MÉTRO JEAN JAURÈS'. Below that, it says '10€/15€ prix de soutien infos et réservations : npalyon69 npalyonrhone@gmail.com'.